



**12^e session du groupe de travail de l'Examen périodique universel
TIMOR-LESTE**

(Genève, le 12 octobre 2011)

Intervention du Luxembourg

Madame la Présidente,

Le Luxembourg souhaite tout d'abord la bienvenue à la délégation de Timor-Leste et la remercie pour la présentation de son rapport national.

Dans leur rapport, les autorités timoraises soulignent les sérieuses carences en ce qui concerne la pleine réalisation du droit à un niveau de vie suffisant, ce qui suppose notamment l'accès à un logement convenable, l'accès à l'eau et à l'assainissement de base, mais aussi d'être à l'abri de la faim.

Ma délégation salue dans ce contexte qu'un certain nombre d'initiatives ont été prises par le gouvernement timorais en la matière, telles que les programmes de soutien dans le domaine de la construction, les investissements dans l'approvisionnement en eau dans les zones rurales ou encore dans le développement de la production agricole.

Le Luxembourg reste néanmoins préoccupé qu'une grande partie de Timorais, en particulier dans les zones rurales, ne puissent jouir de ces mesures et qu'ils ne bénéficient qu'un accès limité aux services sociaux de base. L'alimentation et la sécurité alimentaire restent une préoccupation majeure pour une grande partie de la population, notamment pour les groupes les plus vulnérables. L'accès à un logement convenable continue à poser un sérieux problème, aggravé par ailleurs par la politique d'expulsions forcées appliquée depuis le début de l'année par le gouvernement. Ces craintes sont alimentées par plusieurs éléments figurant dans les rapports compilés par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme dans le cadre de cet EPU.

A cet égard, le Luxembourg souhaite formuler deux recommandations à la délégation timoraise :

Le Luxembourg recommande au Timor-Leste de se pencher sans délai à la question de l'accès au logement, par le biais notamment d'une réglementation appropriée du droit à la propriété foncière. Ainsi, le gouvernement pourrait œuvrer en faveur d'une répartition équitable des terres qui représenterait une étape clé dans la lutte contre la pauvreté, mais aussi dans la lutte contre l'insécurité alimentaire. Le recours aux expulsions forcées, quant à lui, ne devrait intervenir qu'en dernier ressort et être conforme aux normes internationalement reconnues en matière de droits de l'homme.

Le Luxembourg recommande aussi à Timor-Leste de faire de la sécurité alimentaire l'une des principales priorités nationales du pays et donner ainsi aux politiques et programmes de lutte contre la malnutrition à travers le pays tout le soutien nécessaire.

Finalement, Madame la Présidente, une question liée au droit à la santé :

Les taux élevés de mortalité infantile et maternelle que connaît le Timor-Leste demeurent très préoccupants. Quelles mesures les autorités timoraises entendent-elles prendre pour combattre ce fléau ?

Je vous remercie.